PETITION

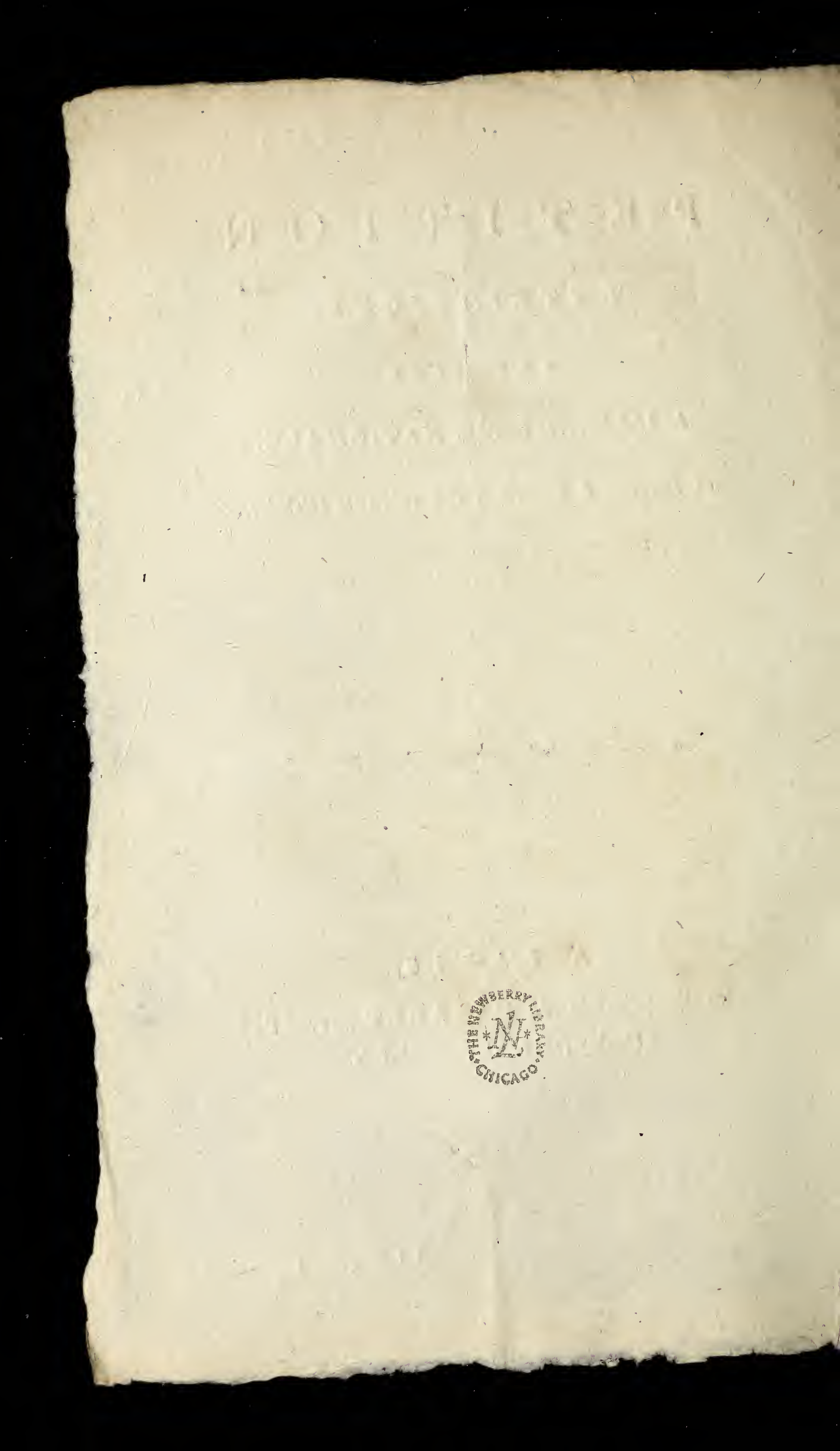
PATRIOTIQUE,

ADRESSÉE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

et soumise à l'examen des soixante Districts.

A PARIS,
De l'Imprimerie de HÉRAULT, rue de Harlay, N°. 15, au Marais.


THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

PETITION

PATRIOTIQUE,

Adressée à l'Assemblée Nationale et soumise à l'examen des 60 Districts.

MESSIEURS,

Le tems est venu où le premier élan d'un peuple honteux, d'un long esclavage, et faisant disparoître des siècles d'oppression devant la liberté qu'il recouvre, doit faire place au calme de l'ame et au sang-froid de la réflexion.

Pour être libre, il suffit de le vouloir, mais se borner là, ne pas chercher à donner à la liberté pour compagnes, la prospérité qui

l'embellit, et la sagesse qui l'éternise; ce seroit faire penser, ou qu'on n'a brisé ses fers, que pour se livrer à tous les excès de la licence, ou qu'entraîné par une séduction déplorable, on n'a été que l'instrument aveugle d'un nouvel ordre de choses.

D'autres sentimens ont dû animer les braves et nombreux habitans de la Capitale, et plusieurs Citoyens du District des Minismes en particulier, osent présenter en ce moment à votre sagesse quelques réflexions sur l'état présent des choses, qui vous convaincront, Messieurs, que l'intérêt général a toujours été leur mobile, et que le bonheur public est leur unique but.

Des abus de tout genre avoient depuis long-tems dénaturé, avili le gouvernement français; un Monarque vertueux vouloit le bien: mais seul au milieu de tant de gens intéressés au désordre, n'ayant que son cœur pour guide, que ses intentions pour soutien, ses efforts ont toujours été impuissants. Enfin, voyant le mal augmenter, et les gémissements de ses peuples étant parvenus jusqu'à lui, il a appellé la Nation entiere à

son secours, et de concert avec elle il a entrepris la régénération de l'empire.

Vous le savez, Messieurs, les ennemis du bien public irrités de cette réunion touchante, ont tout mis en œuvre pour en arrêter les effets; mais vous le savez aussi, la Capitale du Royaume a donné en un instant le signal d'un héroisme sans exemple; tout-à-coup l'orage s'est dissipé, la raison a repris son empire. Nous avons sauvé le Roi, notre liberté, vous-mêmes, Messieurs, et nous vous avons garanti la tranquillité nécessaire, pour travailler à notre bonheur. Enfin nous pouvons le dire avec vérité, nous sommes libres; mais sommes nous heureux: le Roi, ce bon Roi, si digne de son peuple, et qui a un peuple si digne de lui, est venu au milieu de nous, et y a ramené l'espérance; mais sommes nous heureux.

Nous recevons avec respect, nous lisons avec reconnoissance, les décrets par lesquels vous préparez, sans doute, la prospérité publique; mais sommes-nous heureux.

Déjà le Royaume présente une nouvelle division en départemens, en municipalités,

dont les administrations seront publiques, et par conséquent aussi exemptes d'abus qu'en étoit rempli l'ancien régime ; mais sommes nous heureux. Non, Messieurs, il faut que vous entendiez cette triste vérité ; nous sommes libres, mais nous ne sommes pas heureux. Nous sommes libres, mais la fortune publique est en danger ; mais les créanciers de l'Etat sont inquiets ; mais les capitalistes enfouissent leurs richesses, mais les caisses publiques se dessèchent chaque jour, mais le numéraire a disparu, mais le commerce est sans force, l'industrie sans moyen, le riche sans ressources, l'artisan sans ouvrage, le pauvre sans espoir.

Nous sommes libres, mais Paris, depuis long-tems le séjour des arts et des sciences, depuis peu le temple de la liberté par le patriotisme de ses habitans, Paris n'offre plus aujourd'hui qu'une vaste sollitude, où l'inquiétude promène ses regards tremblans, où l'honnête ouvrier sollicite en vain de l'ouvrage, où le rentier paisible attend inutilement l'époque de son paiement, où l'argent se paie au poids de l'or. Partout on n'y voit

que besoin, que larmes, et le théâtre de la liberté françoise, est à la veille de devenir le séjour du désespoir.

Daignez, Messieurs, fixer vos regards sur cet affligeant tableau des miseres de la Capitale, et si nous y ajoutons les maux qui font gémir les provinces, et qui sont occasionnés par des désordres multipliées, enfans honteux d'une licence sans bornes, ne serez-vous pas convaincus, que la France entière est libre, sans être heureuse; or, la liberté sans bonheur est un fardeau, comme la liberté sans frein est un danger.

Hâtez-vous donc, Messieurs, de prévenir et d'arrêter des maux que le moindre retard peut rendre incalculables.

Réparez les désordres de l'anarchie par une force publique, assez imposante pour faire respecter les lois. Prévenez un désordre plus affreux encore, celui des finances. Soutenez, il est plus que tems, la fortune publique chancelante, et dont la chûte entraîneroit toutes les fortunes particulières. Vous avez déja mis la dette de l'état sous la sauve-

garde de la loyauté françoise ; mais cela ne suffit pas. Voilà bien la promesse d'acquitter la dette, mais il faut trouver les moyens.

Qui mieux que vous, Messieurs, connoît les charges de cet empire comme ses ressources.

Un déficit ancien, accru par les circonstances de la révolution, des suppressions d'impôts sans remplacement, des remboursemens considérables annoncés, une administration nouvelle subdivisée en une infinité de branches qu'il faut vivifier et soutenir, la justice dans tout le royaume dont il faut salarier les ministres ; voilà les charges.

Les biens du clergé, mais en défalquant sa dette personnelle, l'entretien des ministres du culte, le soulagement des pauvres, les biens du domaine, dont une partie se trouve depuis long-temps dans des mains étrangeres, par des actes équipollens à vente ; voilà une partie des ressources sur lesquelles on se fonde le plus. Mais ne vous y trompez pas, messieurs, nous osons vous dire qu'elles ne sont pas certaines ; car ne

pouvant savoir ce que doit produire la vente de cette partie considérable des propriétés publiques, il vous est impossible de connoître aussi dans quelle proportion vous pouvez venir au secours de l'état, même en ajoutant toutes les suppressions et les économies.

Il est sans doute une ressource plus assurée, plus considérable, c'est le patriotisme des François. Rien de plus facile que de l'exciter. Parlez-leur souvent du Roi. Dites-leur sur-tout que ce bon Roi compte sur leurs secours et leurs efforts. Ah ! c'est alors que vous verrez tous ses sujets à l'envi verser dans le trésor public la contribution, qu'ils ne se plaindront pas de fournir, parce qu'en soutenant l'état, ils rendront l'existence à toutes les fortunes particulieres ; bientôt la confiance renaîtra ; l'or devenu depuis si long-temps comme invisible, reparoîtra soudain ; les paiemens publics se feront sans gêne, l'homme opulent pouvant satisfaire son goût pour les arts et le luxe, l'honnête artisan travaillera et ne sera plus inquiet sur l'existence de sa femme et de

ses enfans ; l'homme vertueux et sensible retrouvera dans sa fortune la part de l'indigent à qui il ne pouvoit offrir que des vœux stériles.

Enfin, messieurs, la France reprendra une nouvelle vie, et son bonheur lui fera chérir sa liberté et sa nouvelle constitution.

Hatez-vous donc, Messieurs, de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, nous vous jurons de seconder les mesures sages que vous croirez devoir prendre, mais que ce soit à présent votre premier et votre unique occupation.

Veillez en même temps à rétablir la subordination: que les habitans des campagnes abandonnent les instruments de destruction, pour reprendre ceux du travail : ce n'est pas un peuple belliqueux et menaçant qu'il faut en France, c'est un peuple laborieux et doux, un peuple tranquille et qui ait des mœurs.

C'est alors qu'on verra avec transport, avec

reconnoissance cette grande et sublime constitution, dans laquelle une nation sage fait des loix que tout le monde respecte et que le monarque est chargé de faire exécuter pour le bonheur de tous; et cette constitution sera enviée de l'univers ; tous les peuples jalouseront le sort des Français, et tous les potentats le bonheur et la gloire du souverain d'une nation si magnanime.

Tels sont nos vœux les plus ardents, nos prières les plus instantes. Nous ne cesserons de vous les répeter, Messieurs, jusqu'à ce que vous ayez satisfait à notre desir, nous osons dire à vos devoirs, en un mot nous voulons des loix pour y obéir, le rétablissement des finances pour soutenir le crédit publique, et un roi sur-tout, pour le chérir, et le consoler enfin par notre amour de toutes ses peines.

Tel est le langage d'un peuple éclairé, libre et sage, qui vous a soutenu avec intrépidité, qui vous respecte avec raison, qui ne sauroit ni vous flatter ni vous nuire, mais qui est attentif à toutes vos opérations ; qui vous

jugera dans le silence, et qui applaudira à votre conduite, si elle a toujours pour but son bonheur.

Nous sommes avec respect,

MESSIEURS,

Vos plus dévoués et respectueux serviteurs, *Corberon*, *de Brinon*, *Bannefroy*, *le Bossu*, *Brosselard*, [redacted] *Lepaigne de Reuilly*, *Guyet de la Prade*, *Hocquard*, *de Rozembourg*, *Fontaine*, *Courtel*, *Almain Sautan*, [redacted] *Lemaistre*, *de Meupassant*, *Bar*, *Thevenin de Tanlay*, *Bertrand de Molleville*, *Fauvelle*, *Delorgne*, *Gagé*, *la Postolle*, *d*[redacted], *Mosquin*, *Caruel*, [redacted], *Boutray*, [redacted], *Bourgavin*, *Levasseur* et *Cousin*.